



Ce qui n'a pas changé...

PAR ABRAHAM FRANSSEN



L'ordre disciplinaire ancien, qui assignait chacun à une place scolaire et sociale, a vécu. Pourtant, ce qui n'a pas changé, ce sont les rapports sociaux au sein du système scolaire et dans leurs relations à « la société ». La logique de hiérarchisation et de relégation demeure. Des jeunes sont cassés par la machine scolaire. Le formalisme bureaucratique, dans l'official, et l'autoritarisme des pouvoirs organisateurs et des directions, dans le libre, ont découragé l'implication des enseignants et des jeunes. Plus même, la montée des attentes et des exigences, couplée aux « rationalisations », ont durci les relations entre les différents acteurs, chacun s'accrochant d'autant plus à sa

parcelle de pouvoir (« mon école, ma classe, mon statut, mon programme, mon réseau ») que l'équilibre est instable. La compétition entre établissements et au sein de ceux-ci génère l'exclusion.

Les multiples réformes et évolutions, toutes menées, il va de soi, « pour le bien des élèves », ont ainsi abouti à des résultats contradictoires. La massification n'a pas débouché sur la démocratisation. Les stratégies des familles et des établissements ont construit de nouveaux modes de classement plus subtils que la hiérarchie méritocratique ancienne. Tant mieux pour ceux qui en maîtrisent les codes, tant pis pour les autres. La création de nouvelles filières et de nouveaux dispositifs destinés aux « défavorisés » a surtout pour résultat d'institutionnaliser la marge.

Les responsabilités sont diffuses. Pourtant, le pouvoir politique, qui est le plus à même de débloquer la machine, porte une responsabilité majeure. De sa main gauche, il semble reprendre à son compte les revendications qualitatives portées par les acteurs de terrain. De sa main droite, il supprime les marges de manœuvre, avec pour principal résultat de cabrer les mêmes acteurs. Difficile de dégager un projet collectif dans ces conditions. En brisant la mobilisation des enseignants dans la rue, le risque fut grand de les démobiliser dans les écoles.



Mais aucun acteur — politique, syndical, pédagogique, étudiant — n'est innocent, et nul ne peut incarner à lui seul l'intérêt général. Dissipons les fantasmes : l'école n'est ni l'instrument aveugle de la reproduction et la domination sociale, ni, à l'inverse, le levier du changement social. N'est-il pas temps de reconnaître qu'elle est traversée par les rapports sociaux et vécue par des acteurs qui sont ce qu'ils sont, c'est à dire guidés par leurs intérêts et leurs représentations ?

Une fois écartée la tentation d'agir par décret ou de croire à une régulation spontanée du marché scolaire, y-a-t'il une autre voie que d'agir, par le bas, avec les différents acteurs ? De cette construction démocratique d'une école démocratique, les élèves — à commencer par ceux qui aujourd'hui sont les plus relégués — peuvent être le levier, les enseignants la clef, les syndicats le garde-fou, les directions le garant, le pouvoir politique l'incitateur et, à ce moment-là, la collectivité le pourvoyeur. ■

rantis pour tous les jeunes. Selon la formule provocante de deux éminents chercheurs : « Quel est le bagage que doit posséder à la sortie de l'école le plus mauvais élève du plus mauvais des collèges ?... soit une reconnaissance des droits des plus faibles dans un univers régi par la loi du plus fort » (3).

C'est in fine s'assurer par des procédures d'évaluation et de contrôle (eh oui) que cette inversion des logiques est effectivement à l'œuvre.

...
« C'est exactement ce que je veux », acquiescera la ministre !

Alors, Madame, si c'est vraiment ce que vous voulez, ne suivez pas l'itinéraire tracé par vos conseillers. Acceptez d'entendre les questions posées ici et ailleurs.

Où est le débat démocratique qui — seul — peut refaire de l'école un enjeu qui passionne la société ?

Où en est l'indispensable mise en cohérence des politiques de la petite enfance, de l'aide à la jeunesse, de l'éducation permanente... pour ne citer que celles qui sont de votre ressort ?

Où en est la mise en œuvre d'outils adéquats, à commencer par une formation initiale et continuée des enseignants profondément repensée dans ces nouvelles perspectives ?

Êtes-vous prête à reconnaître que la réalisation des « missions » que vous assignez à l'école requiert des investissements supplémentaires ?

Repartir de zéro, Madame... ■

JACQUES LIESENBORGHES